

Cahier des Clauses Administratives Particulières

VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES
REALISEES PAR UN ORGANISME AGREE POUR LE
RESEAU DE LA CCI DE REGION HAUTS-DE-
FRANCE

Réf. marché : CCIR-PATRI-2025-02

SOMMAIRE



ARTICLE 1.	REPRESENTATION DES PARTIES.....	3
ARTICLE 2.	OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
ARTICLE 3.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
ARTICLE 4.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS GENERALES.....	9
ARTICLE 5.	CLAUSE D'INSERTION PAR L'ECONOMIE	13
ARTICLE 6.	PREVENANCE ET REALISATION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 7.	RECEPTION DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 8.	MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX.....	15
ARTICLE 9.	MODALITES de reglement	17
ARTICLE 10.	PENALITES.....	21
ARTICLE 11.	ASSURANCE	23
ARTICLE 12.	RESILIATION	24
ARTICLE 13.	REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	24
ARTICLE 14.	ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....	25

ARTICLE 1. REPRESENTATION DES PARTIES

1.1. Pour l'acheteur

Le pouvoir adjudicateur et coordonnateur du groupement de commandes est la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE située :

299 BOULEVARD DE LEEDS
CS 90028
59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable

Constitué en groupement de commande composé des structures suivantes :

- SCI Grand Hainaut, 1 avenue Sénateur Girard – 59300 Valenciennes
- SCI LHDF, 24 boulevard des Alliés – 62100 Calais
- SCI IMMARTOIS, 08 rue du 29 juillet – 62008 Arras cedex
- SCI CTFI, Palais de la Bourse, Place du théâtre – 59020 Lille cedex
- SCI CREIMMO 2, 24 boulevard des Alliés – 62100 Calais
- SCI POL ECO, 3 avenue Sénateur Girard – 59300 Valenciennes

Le groupement de commande est régi par les articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le coordonnateur du groupement est la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, à ce titre, le coordonnateur a en charge la préparation, la passation, la signature, la notification et le suivi administratif du présent contrat.

Chacun des membres du groupement assurera l'exécution pour la part qui le concerne.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG concerné, les interlocuteurs techniques de l'acheteur sont désignés au titulaire dans les 15 jours qui suivent la notification de l'accord-cadre initial (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide). Ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

1.2. Pour le titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG concerné, le titulaire doit désigner à l'acheteur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter lors de l'exécution de l'accord-cadre initial dans les 15 jours suivant la notification de l'accord-cadre initial.

1.3. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par le coordonnateur du groupement de commande.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

1.4. Co-traitance

Si le contrat est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG FCS, dans le cas d'un groupement solidaire, il peut être prévu une répartition des paiements entre les cotraitants.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement lors de l'exécution de l'accord-cadre initial, les membres du groupement disposent d'un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure de l'acheteur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'acheteur, une modification sera établie sur cette base afin de modifier l'accord-cadre initial. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, l'accord-cadre sera résilié.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des vérifications périodiques réglementaires par un organisme agréé pour le réseau des CCI HAUTS-DE-FRANCE.

2.2. Procédure de passation et forme de l'accord cadre

Le marché est passé une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article R2124-2 du code de la commande publique.

Ce marché prendra la forme :

- D'un marché ordinaire, à prix global et forfaitaire, pour les prestations de contrôles réglementaires à réaliser obligatoirement par un organisme agréé
- D'un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande conformément aux dispositions de l'article R2162-2 du code de la commande publique pour des prestations exceptionnelles

2.3 Allotissement

Le marché est composé d'un lot unique. L'allotissement rendrait plus complexe et plus coûteuse l'exécution des prestations du marché.

2.4 Montant de l'accord-cadre

Pour les prestations forfaitaires à réaliser obligatoirement par un organisme agréé, le montant annuel estimatif est établi à 60 000€ HT, soit 240 000 € HT sur la durée contractuelle maximale.

Pour la partie à prix unitaires, l'accord-cadre est établi sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 30 000 € HT soit 120 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises.

Les bons de commande peuvent être conclus ou émis jusqu'à la fin d'exécution du présent accord cadre conformément aux dispositions de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

2.5 Durée

L'accord-cadre de vérifications périodiques réglementaires est en cours jusqu'au 17 août 2025.

Le présent contrat prendra effet à compter du 18 août 2025 pour une durée de 12 mois.

Il est reconductible 3 fois par tacite reconduction pour une période de 12 mois, soit une durée globale de 48 mois maximum.

En cas de non-reconduction, le titulaire se verra notifier une décision par voie expresse au minimum 2 mois avant la date anniversaire du marché.

La reconduction intervient :

- Au plus tôt à compter de la date de notification du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum périodique
- Au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de la date de notification du marché

Si le montant maximum est atteint avant la date anniversaire du renouvellement de l'accord-cadre, la périodicité suivante pourra débuter par anticipation à une date convenue entre les 2 parties par le biais d'une modification. Si le montant maximum de la dernière périodicité est atteint avant le terme du marché, le marché prend fin de plein droit.

2.6 Délais

Pour les prestations à bons de commande, le titulaire interviendra à la suite de l'émission d'un bon de commande émis par le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de prestation réalisée sans bon de commande, le titulaire pourra se voir refuser le règlement de la prestation. Le numéro du bon de commande sera à rappeler sur les factures afin d'obtenir le paiement des prestations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 12 mois. Les délais d'exécution des bons de commande sont fixés dans chaque bon de commande.

Le titulaire se devra de réclamer les bons de commande avant toute intervention.

Pour les **prestations donnant lieu à des prix forfaitaires**, l'exécution des prestations démarrera suivant le planning établi et transmis lors de la réunion de lancement.

Ce planning devra être validée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Pour les prestations exceptionnelles donnant lieu à bons de commande :

Une date d'intervention devra être convenue avec le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire.

Les bons de commande courent à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la date de leur réception par le titulaire.

L'exécution des bons de commande ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité du marché public, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché public en cas d'inachèvement des prestations à la fin du marché public, étant précisé que le délai d'exécution ne peut excéder 6 mois après la date de validité de l'accord-cadre.

2.6 Décomposition en tranches

Sans objet.

2.7 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-1 du code la commande publique, il est convenu dans le cadre du présent marché que le pouvoir adjudicateur pourra faire application d'une clause de réexamen.

Ajout ou retrait d'équipements

Cette clause de réexamen permettra d'ajouter des équipements non prévus dans le périmètre actuel du marché, et dont l'ajout est devenu nécessaire : équipements sous garantie de parfait achèvement avec un contrat de maintenance de l'installateur devant intégrer le périmètre du marché, achat d'un nouvel équipement non prévu initialement etc.

La présente clause de réexamen permet également de prendre en compte le retrait d'équipement : en cas de fermeture d'un site, mise en location d'un site ou d'une partie d'un site, travaux sur un équipement etc.

Ces éléments seront formalisés par voie d'avenant.

Ajout ou suppression de site

Compte tenu des évolutions possibles de l'organisation et du patrimoine de la CCI Hauts de France et de ses structures associées, le pouvoir adjudicateur précise qu'il pourra faire application de la présente clause de réexamen en vue de l'intégration de nouveaux sites ou de la suppression de sites existants.

En cas d'application de la présente clause, il est convenu que les parties se rapprocheront pour définir ensemble des modalités techniques et financières.

Ces éléments seront formalisés par voie d'avenant.

Ajout et suppression d'espaces sur un site

Compte tenu des évolutions possibles de l'organisation et du patrimoine de la CCI Hauts de France et de ses structures associées, le pouvoir adjudicateur précise qu'il pourra faire application de la présente clause de réexamen en vue de l'intégration de nouvelles surfaces sur un site ou la suppression de surface sur un site (exemple arrivée ou départ d'un locataire, etc.).

En cas d'application de la présente clause, il est convenu que les parties se rapprocheront pour définir ensemble des modalités techniques et financières.

Ces éléments seront formalisés par voie d'avenant.

Modification, ajout de prestations ou retrait de prestations du bordereau des prix unitaires ou de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

Si besoin, il pourrait être :

- ajouté ou retiré des lignes du bordereaux des prix unitaires afin d'intégrer des besoins existants,
- ajouté ou retiré des lignes de la DPGF afin d'intégrer des besoins existants ou supprimer des besoins qui n'ont plus lieux d'être,
- modifier des lignes d'un bordereau des prix unitaires afin de s'adapter au besoin lors de modification sur un site/ des sites.
- modifier des lignes de la DPGF afin de s'adapter au besoin lors de modification sur un site/ des sites.

Augmentation du montant maxi de l'accord-cadre

Lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le ou les titulaires. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre ou du lot de l'accord-cadre dans la limite de 10 % du maximum initial.

Modification ou ajout de la clause de révision de prix

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix de l'accord-cadre, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- le ou les indices fixé(s) initialement pourront être adaptés
- un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés
- la périodicité des révisions pourra être revue

- toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

De même, une clause de révision des prix pourra être intégrée, si celle-ci n'était pas prévue initialement.

Circonstances imprévisibles

A - Evolution des prix du marché

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

B - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'événements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

C - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

2.9 Options (au sens du droit communautaire)

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, de passer sous forme de marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence des marchés de services ou travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché.

2.10 Modifications du marché

Conformément à l'article R2194-2 et R2194-3 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur peut modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui seraient devenues nécessaires.

2.11 Périmètre des prestations

Les installations et équipements concernés par les prestations du présent marché sont précisés dans l'annexe technique « Inventaire des installations et équipements ».

La liste n'est pas exhaustive. Celle-ci est donnée à titre indicative afin que le candidat puisse appréhender le périmètre d'intervention.

Le présent marché implique la réalisation des prestations réalisées par des vérificateurs agréés pour le réseau des CCI HAUTS-DE-FRANCE et de leurs sites annexes ce qui implique :

- Etablissements recevant du public
- Etablissements classés code du travail
- Des salles de réunion et de formation
- Des écoles
- Des ports
- Etc.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1 Pièces contractuelles de l'Accord Cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), en vigueur le jour du lancement de la consultation ;
- Les actes d'exécution et modificatifs éventuels,
- Les bons de commande émis au fur et à mesure de l'exécution
- L'offre technique du titulaire

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du Titulaire.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS GENERALES

4.1 Obligations du titulaire

4.1.1 Obligations générales

Le Titulaire est réputé :

- Avoir apprécié toutes les conditions de l'ensemble des équipements, des installations et des sites de la CCI Hauts de France et des structures en groupement de commande et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités
- Avoir contrôlé toutes les indications sur les installations dans le CCTP, et s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la CCI.

Le titulaire s'engage à fournir tous moyens tant en personnel qu'en matériel (échelle, plate-forme, perche...) afin d'assurer l'ensemble des contrôles dans les meilleures conditions de sécurité.

Il ne pourra évoquer, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, sa méconnaissance de telle ou telle caractéristique des sites ou éléments qui la composent pour réclamer des suppléments au moment de l'intervention, même si ce dernier n'a pas effectué de visite.

Les offres des entreprises sont donc contractuellement réputées tenir compte de l'ensemble des conditions nécessaires à la bonne exécution des prestations.

4.1.2 Qualifications professionnelles

Le Titulaire doit être en possession de l'ensemble des agréments et des accréditations dans les domaines de contrôles et vérifications décrits au CCTP. Le Titulaire devra pouvoir en justifier auprès de la CCI Hauts-de-France,

- que tous ses intervenants ont reçu une formation adéquate en vue d'assurer les contrôles des installations et possèdent les qualifications et habilitations requises par la réglementation en vigueur ;
- que tous ses équipements utilisés pour assurer les contrôles des installations aient été vérifiés et/ou étalonnés

En cas de manquement à cette obligation, la CCI se réserve le droit de faire intervenir un personnel compétent et spécialisé aux frais et risques du titulaire.

Le Titulaire doit en enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité, et celles particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés.

Dans le cas d'un renouvellement de ses agréments et/ou de ses accréditations en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de remettre à la CCI Hauts-de-France la preuve de ce renouvellement.

En cas de perte d'un agrément, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur et proposer une solution palliative. Si le titulaire ne peut proposer de solution dans le mois qui suit, la résiliation du contrat sera prononcée.

4.1.3 Obligation de résultat, d'information et de conseil

Le Titulaire s'engage sur la base d'une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations objet du marché.

Les prestations doivent être réalisées en temps et en heure, en respectant les délais que la réglementation impose et selon la périodicité déjà établie sur les sites.

Lorsque le titulaire constate des dysfonctionnements et anomalies, il se doit d'en référer au représentant du pouvoir adjudicateur et de proposer un plan d'action. Le Titulaire se devra d'exécuter les prestations dans le respect des règles de l'art.

Si le titulaire recourt à la sous-traitance, cette obligation de résultat s'étend à tous les sous-traitants.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les prestations dans le respect complet des normes, textes techniques, législatifs et réglementaires en vigueur au jour du contrôle ainsi que dans les règles de l'art de la profession. Il assure un rôle de conseil auprès des interlocuteurs désignés par l'Acheteur ; il lui appartient d'avertir sur l'évolution de la réglementation (nouvelle périodicité, etc...), des normes et méthodes. Il a également un devoir d'alerte vis-à-vis de la CCI Hauts-de-France.

Le Titulaire est tenu envers la CCI Hauts-de-France à une obligation générale de conseil, d'information, de recommandation relative aux prestations objet du marché et de mise en garde contre tous les risques découlant de ces prestations.

4.1.4 Obligation de moyens humains

Le titulaire devra également s'assurer que les intervenants disposent des habilitations électriques nécessaires à la réalisation des opérations de contrôle.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des moyens humains affectés.

Le Titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des qualifications du personnel intervenant sur ces prestations.

Interlocuteur unique pour le suivi

Lors de la remise de son offre, le Titulaire indique les coordonnées professionnelles de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, si ce représentant change, le titulaire en avise immédiatement l'acheteur et propose un remplaçant présentant au minimum le même niveau de compétence et assurant le même suivi des prestations ainsi que leur qualité. En cas de manquement de ce représentant, constatée par la rédaction d'un procès-verbal à l'initiative de l'acheteur notifié au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, l'acheteur se réserve le droit de demander au titulaire, son remplacement dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de réception de l'avis précité. Le Titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalente et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références au Pouvoir Adjudicateur pour accord.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le Titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

Cette décision n'ouvre droit à aucune indemnité.

Absence de personnel

En cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, remettant en cause la bonne exécution des prestations, le titulaire doit en aviser immédiatement l'interlocuteur désigné par la CCI Hauts-de-France par mail ou appel. En outre, le Titulaire doit prendre les dispositions nécessaires pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas compromise, ni altérée.

4.1.5 Pilotage et suivi du marché

Le Titulaire rendra compte périodiquement au Pouvoir Adjudicateur au travers des reportings réguliers et des échanges par mail ou téléphone.

Dans le cadre du marché, un COPIL annuel pourra être organisé en lien avec les référents patrimoine et les responsables moyens généraux de chaque secteur géographique.

Lors du COPIL, le Titulaire présentera le rapport d'activité annuel.

Des réunions ponctuelles pourront être organisées sur site (en cas de difficultés, réunion sur l'évolution de la législation, etc...)

Les COPIL ainsi que les réunions sont inclus dans le coût forfaitaire.

4.1.6 Réunion de lancement

Une réunion de préparation d'une durée de deux (2) heures entre les interlocuteurs de la CCI Hauts de France et le titulaire aura lieu à la CCI de région, Boulevard de Leeds après la notification du marché. Son prix est compris dans les prix remis dans le prix forfaitaire de la DPGF.

Lors de cette réunion de lancement, le titulaire devra transmettre le planning d'intervention pour la première année.

4.1.7 Secret professionnel et obligation de discrétion

Le Titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire. Le Titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du contrat et ce, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, sans préavis et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au Titulaire du fait des indiscrétions commises.

4.1.8 Rapport d'intervention

Après chaque intervention, le vérificateur transmet un rapport avec a minima les éléments suivants :

- date et heure d'intervention ;
- vérificateur ayant réalisé l'intervention ;
- vérifications effectuées ;
- remarques suite aux vérifications ;
- préconisations du titulaire

Les informations devront être claires, précises, sans équivoque et correspondre à la visite effectuée.

Le titulaire se devra de réaliser un nouveau rapport à chaque visite et de ne pas repartir d'un ancien rapport afin d'éviter tout problème dans la rédaction des rapports.

En cas d'anomalies constatées à l'issue de la visite, et qui présentent un caractère d'urgence, un compte rendu manuscrit provisoire devra être rédigé et remis au représentant du pouvoir adjudicateur.

Ce rapport devra être remis dans un délai de 72H au représentant du pouvoir adjudicateur.

Pour toute visite de contrôle dont les constatations ne présentent pas de caractère d'urgence, le titulaire transmettra le rapport d'intervention dans un délai maximum de 15 jours ouvrés après la fin du contrôle.

4.1.9 Rapport d'activité

Le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur, annuellement et au besoin, un bilan chiffré et financier des interventions réalisées. La non-transmission de ce document donnera lieu à l'application des pénalités mentionnées au présent CCAP.

4.1.10 Restitution de documents

En cas de besoin, le pouvoir adjudicateur met à la disposition du Titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de la mission ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin.

Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique dans les 15 jours suivant la fin de mission.

4.1.9 Protection des données personnelles

Pendant toute la durée du marché et pour en assurer la bonne exécution, le titulaire du marché sera amené à traiter des données personnelles pour le compte de la CCI. Le titulaire du marché s'engage à :

- Traiter les données personnelles uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché
- Procéder au traitement dans le strict respect des instructions de la CCI et en toute conformité aux lois et réglementations applicables en matière de protection des données personnelles, en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 dit « Règlement Général sur la Protection des Données » (RGPD)
- Prendre toutes les mesures requises pour assurer la sécurité des données personnelles
- Informer la CCI de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer
- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du marché
- Tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CCI
- Mettre à la disposition de la CCI la documentation nécessaire pour démontrer le respect des obligations du titulaire du marché en matière de protection des données personnelles

Il appartient à la CCI d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire du marché doit aider la CCI à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire du marché des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire du marché est tenu d'en informer la CCI par courrier électronique dans les meilleurs délais.

Le titulaire du marché notifie à la CCI toute violation de données personnelles dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par courrier électronique. La notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CCI, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Au terme du marché, le titulaire du marché s'engage à détruire toutes les données personnelles dans un délai de 30 jours. Il informe la CCI par courrier électronique de la bonne exécution de son obligation de destruction.

En cas de méconnaissance de la réglementation, le titulaire du marché s'expose à une amende administrative et à des sanctions pénales.

4.1.10 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois pour l'attestation URSSAF, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des

documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

Les pièces seront déposées par l'opérateur économique individuel et en cas de groupement par chaque co-traitant sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI de région Hauts-de-France à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

4.2 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur désignera des interlocuteurs privilégiés du Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au Titulaire du marché.

4.3 Horaires d'intervention sur site

Le prestataire est informé que les conditions d'accès aux bâtiments peuvent varier en fonction des sites. Les plages horaires étant parfois plus restreintes sur certains sites, le prestataire sera informé de ces spécificités en début de marché par les responsables de site.

4.4 Programme des interventions

Le titulaire se devra de transmettre lors de la réunion de lancement le planning des vérifications pour l'année en cours. Le titulaire se devra ensuite chaque année, de transmettre au plus tard au 31 janvier le planning prévisionnel des vérifications.

A défaut, le titulaire encourt les pénalités mentionnées au présent CCAP.

Le titulaire veillera à obtenir la validation des représentants de chaque site. Le titulaire rappellera 1 semaine avant son intervention, sa venue sur site au représentant du pouvoir adjudicateur.

A défaut, le titulaire pourra se voir refuser l'accès au site. Il lui appartiendra alors de reprogrammer une intervention.

ARTICLE 5. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ECONOMIE

5.1 Le principe

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Les publics éligibles

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- Les publics reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.

- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

5.2 Considération sociale

En cas de reconduction uniquement et ce, dès la deuxième année du marché, le titulaire s'engage à consacrer **au minimum 70 heures d'immersion conventionnées** pour des publics éligibles permettant l'une des vocations suivantes : la découverte d'un métier, l'accomplissement de compétences développer en formation continue, confirmation de projet d'un projet professionnel ou d'une évaluation préalable à un recrutement.

5.3 Respect des engagements et pénalités

Dans le cas où l'entreprise n'exécuterait pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées. Ces pénalités sont prévues à l'article 10 du présent CCAP.

ARTICLE 6. PREVENANCE ET REALISATION DES PRESTATIONS

Le titulaire se devra de confirmer son intervention au représentant du pouvoir adjudicateur à minima 1 semaine avant son arrivée sur site.

A défaut, le titulaire pourra se voir refuser l'accès au site. Il lui appartiendra alors de reprogrammer une intervention.

Le titulaire devra se présenter au jour et à l'heure convenu avec le représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire disposera d'un délai de carence de 3h en cas d'imprévu l'empêchant de se rendre sur site à l'heure convenue pour la maintenance préventive. A défaut, et en cas de non-information au représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt les pénalités mentionnées à l'article 10 du présent CCAP.

Lors de la réalisation des prestations, les agents réalisant les prestations se devront de porter l'uniforme de la société (tenue aux couleurs de l'entreprise et logotée). Les agents se devront de se présenter à l'accueil du site afin d'informer le personnel de leur venue sur site. A la fin de la prestation, les agents veilleront à signaler leur départ aux collaborateurs CCI et à leur faire signer le bon d'intervention.

ARTICLE 7. RECEPTION DES PRESTATIONS

7.1 Contrôle des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les prestations sont vérifiées au fur et à mesure de leur exécution. Elles portent sur la réalisation effective des contrôles et la remise des rapports règlementaires et du tableau de synthèse.

Le représentant du pouvoir adjudicateur prend, après vérification de la réalisation des prestations et la remise des rapports de contrôle correspondant, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

7.2 – Admission, ajournement, réfaction, rejet

Conformément à l'article 30.1 du CCAG-FCS en cas d'absence de décision d'admission, celle-ci prend effet dans un délai de 15 jours suivant la réception du rapport de vérification.

Toute prestation non conforme fait l'objet de réserves portées à la connaissance du titulaire et donne lieu à une décision d'ajournement, de réfaction de prix ou de rejet partiel ou total.

En cas de rejet, la décision est prise après que le titulaire ou son représentant aura été entendu. Le titulaire est tenu de procéder à l'exécution des prestations dans les conditions et délai initiaux.

Les prestations feront l'objet de réserves en cas de non-conformité aux spécifications du présent contrat, constatée au moment des opérations de vérifications.

ARTICLE 8. MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX

8.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro « M0 », c'est-à-dire mois de la remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris la main d'œuvre, la fourniture des pièces utiles, les frais généraux, impôts et taxes, et toutes sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Le titulaire se devra de chiffrer au plus juste ses prestations.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par le Pouvoir Adjudicateur. Le taux de TVA est celui en vigueur à la date du fait générateur de ce dernier.

Une sous-estimation de la part du candidat concernant une tâche ne pourra donner lieu à aucune majoration de prix.

8.2 Forme des prix

Les marchés sont traités à 2 chiffres après la virgule maximum.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prestations devant nécessaire être réalisées par un organisme agréé mentionnées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), sont rémunérées par application du prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement et dont le détail est mentionné dans la DPGF.

Les prestations à bons de commande seront réglées par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires, aux prestations réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris la main d'œuvre, la fourniture des pièces utiles, les frais généraux, impôts et taxes, et toutes sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prix fixés à l'accord-cadre s'appliquent aux bons de commande émis lors de la survenance du besoin.

Le titulaire certifie que les prix stipulés au présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son tarif public général pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

8.3 Révision des prix

La révision des prix s'applique sur les prix forfaitaires et unitaires.

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Le Mois M0 est le mois de la date limite de remise des offres. Il constitue le mois d'établissement des prix du marché public.

Les prix sont révisibles suivant les modalités ci-dessous :

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév.2 postes 25-30 32-33) Base 100 en décembre 2008

Identifiant 001565183

La révision des prix est donnée par la formule :

$$P = Po (0,15 + 0,85 \frac{ICHTrev-TSn}{$$

$$ICHTrev-TSo$$

dans laquelle :

- P = prix révisé HT de la prestation
- Po = prix initial HT réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0, soit le mois de la date limite de réception des offres.
- **ICHTrev-TSn** = valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de notification du marché.
- **ICHTrev-TSo** = valeur de l'indice de référence prise au mois m0 (soit le mois de la date limite de réception des offres).

Périodicité de la révision : le marché sera révisable annuellement. Pour une révision annuelle, la date anniversaire est la date de début du marché soit le 18 août.

La demande de révision de prix devra être envoyée à la Direction des achats via l'adresse mail suivante : achats@hautsdefrance.cci.fr au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché.

Afin de valider la révision des prix, le titulaire transmettra, la formule de révision impliquant la variation de prix ainsi que les documents financiers en format XLS avec application du coefficient.

La révision des prix devra être validée par la Direction des Achats avant tout application.

Sans respect de cette procédure, la révision des prix sera nulle et non avenue et ne pourra pas être appliquée.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par l'acheteur.

Les demandes de paiement sont présentées en incluant la variation des prix après transmission par l'acheteur des éléments du calcul.

En cas de disparition de l'indice ou index choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice ou index et le passage de l'ancien indice ou index au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice ou index choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice ou index similaire choisi d'un commun accord par une modification de marché.

La CCI de région HAUTS-DE-FRANCE admettra, lors de la révision de prix, une augmentation maximale des prix du titulaire de 3% par an. Si les prix des prestations venaient, lors des révisions, à dépasser l'augmentation de 3% par an fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir pour déterminer les nouveaux prix du marché.

En complément et par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-FCS, si la hausse des prix excède le butoir défini ci-dessus sur une période de douze (12) mois, le contrat pourra être résilié par l'acheteur, sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT

9.1 Régime des paiements

Pour les prestations forfaitaires :

Le paiement fait l'objet d'acomptes trimestriels à terme échu, sur présentation des demandes de paiement par le titulaire correspondant à une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution ou aux quantités exécutées. À la suite de la notification de la réception des prestations ou des fournitures, le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur une demande de paiement correspondant au paiement du solde indiquant les prestations réellement exécutées. Un décompte final sera présenté à l'issue de la dernière année de chaque contrat.

Pour les prestations du BPU :

Les prestations relevant du bordereau de prix unitaires, donnent lieu à paiements partiels définitifs par bon de commande ou pour un ensemble de bons de commande.

Dispositions communes :

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement de façon à arrêter le montant à régler. Lorsqu'il modifie le montant, il notifie au titulaire par courriel le montant arrêté. Le titulaire en accuse réception sans délai, afin de donner une date certaine à cette réception. Passé un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la date de notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

9.2 Facturation

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- les références du marché à savoir : CCIR-PATRI-2025-02
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, le règlement ne pourra être effectué.

Le paiement interviendra 30 jours au plus tard après la réception et validation de la facture complète et conforme aux prestations exécutées.

Pour les sites en groupement de commande, les adresses mails de facturation sont les suivantes :

SCI GRAND HAINAUT
1 Avenue Sénateur Girard

59300 Valenciennes

Mail facturation : r.thouvenin@scigh.fr

SCI POL'ECO

3 Avenue Sénateur Girard

59300 Valenciennes

Mail facturation : j.parisi@grandhainaut.cci.fr

SCI LHDF

24 boulevard des Alliés

62100 Calais

Mail facturation : h.pollet@littoralhautsdefrance.cci.fr

SCI CREIMMO 2

24 boulevard des Alliés

62100 Calais

Mail facturation : h.pollet@littoralhautsdefrance.cci.fr

SCI IMMARTOIS

08 rue du 29 juillet

62008 Arras cedex

Mail facturation : j.due@artois.cci.fr

Les adresses mail de facturation seront confirmées durant l'exécution des prestations.

Concernant les sites de la CCI Hauts de France et la SCI CTFI, le Titulaire transmettra le(s) facture(s) de manière électronique via **CHORUS PRO** :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

9.3 Paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du Pouvoir Adjudicateur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au Pouvoir Adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement sur Chorus Pro, conformément aux articles L2192-1 et suivants, D2192-1 et suivants, R2192-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sur le « portail public de facturation » (CHORUS PRO), à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour les sites en groupement de commande (hors SCI CTFI), les adresses mails de facturation sont les suivantes :

SCI GRAND HAINAUT
1 Avenue Sénateur Girard
59300 Valenciennes

Mail facturation : r.thouvenin@scigh.fr

SCI POL'ECO
3 Avenue Sénateur Girard
59300 Valenciennes

Mail facturation : j.parisi@grandhainaut.cci.fr

SCI LHDF
24 boulevard des Alliés

62100 Calais

Mail facturation : h.pollet@littoralhautsdefrance.cci.fr

SCI CREIMMO 2

24 boulevard des Alliés

62100 Calais

Mail facturation : h.pollet@littoralhautsdefrance.cci.fr

SCI IMMARTOIS

08 rue du 29 juillet

62008 Arras cedex

Mail facturation : j.due@artois.cci.fr

Les adresses mail de facturation seront confirmées durant l'exécution des prestations.

Le Pouvoir Adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Il est rappelé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

9.4 Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement est obligatoirement répartie entre les membres du groupement.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, la demande de paiement peut être répartie entre les membres du groupement ; la demande de paiement globale présentée par le mandataire au représentant du pouvoir adjudicateur précise alors le montant ou le % des prestations effectuées par chacun des cotraitants, au regard de la répartition fixée au marché public.

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Chaque membre doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire vise la demande pour la transmission vers le représentant du pouvoir adjudicateur.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché public.

9.5 Avance

Il est fait application de l'option B du CCAG FCS.

Si le titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions prévues aux articles R 2191-7 à R 2191-12, R 2191-15 et R 2191-16 du code de la commande publique pour :

- la part forfaitaire non sous-traitée indiquée à l'acte d'engagement :

Le montant de cette avance est fixé à 10% du montant initial TTC de la part forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement, diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct, et sous réserve des dispositions prévues à l'article R 2193-10 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq (65) % initial TTC de la part forfaitaire indiquée à l'acte d'engagement

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts (80) % du montant initial TTC de la part forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

- chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois :

Le montant de cette avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande (si celui-ci est supérieur à 50000 € HT et que sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq (65) % du montant minimum TTC du bon de commande.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts (80) % du montant du bon de commande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

ARTICLE 10. PENALITES

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, il n'est pas fixé de pourcentage maximal du montant des pénalités de retard au regard du montant du marché, ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités sont dues au premier euro.

Pénalités pour retard : observations préalables à l'application :

En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.

10.1 Pénalités pour absence

En cas d'absence d'un agent du titulaire du marché à l'heure et jour donné, non motivée et dont le titulaire n'a pas informé le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50€ par manquement, sur simple constat du pouvoir adjudicateur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur en informera le titulaire.

10.2 Pénalités non-respect de la périodicité

Le titulaire est tenu de respecter la périodicité établie sur les sites et dans la réglementation en vigueur. Si le titulaire ne respecte pas cette périodicité, il encourt une pénalité de 75€. Il disposera d'un délai de 3 jours calendaires pour pallier ce manquement. Passé ce délai, le candidat s'expose à une pénalité de 100€ par jour calendaire pour ce manquement tant que la vérification n'est pas réalisée.

10.3 Pénalités pour retard dans la transmission du planning de vérification

Le titulaire est tenu de transmettre une programmation des vérifications conformément à l'article 4.4 du présent CCAP. Si le titulaire ne respecte pas ce délai, il encourt une pénalité de 30€. Il disposera d'un délai de 3 jours calendaires pour pallier ce manquement. Passé ce délai, le candidat s'expose à une pénalité de 50€ par jour calendaire pour ce manquement tant que le planning de vérification n'est pas transmis.

10.4 Pénalités pour retard dans la transmission des documents

En cas de retard dans la transmission des documents relatifs à l'exécution des prestations (rapport d'intervention, rapport d'activité etc.), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 75 € par jour de retard de transmission des documents.

10.5 Pénalités pour retard dans la mise en place des outils de suivi

En cas de retard dans la mise en place des outils de suivi (plateforme de suivi, ...), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard.

10.6 Pénalités en cas de non-respect des exigences sociales du marché

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- Absence au rendez-vous fixé par l'acheteur autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné : pénalité de 50 € forfaitaire.
- Absence de transmission d'information trimestrielle sur la mise en œuvre des heures de clause à l'issue de la deuxième année : pénalité de 50 € par jour calendaire de retard
- Non-respect des attentes horaires définies dans le marché : pénalité de 60 € par heure non réalisée

10.7 Pénalités pour manquement à l'obligation de discrétion professionnelle

En cas de manquement à l'obligation de discrétion professionnelle par l'un de ses agents, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100€ .

Ces dispositions ne font pas obstacles aux éventuelles poursuites et sanctions pécuniaires qui pourraient être mise en œuvre du fait de ce manquement.

10.8 Pénalités pour manquement au règlement intérieur et consignes

En cas de manquement au règlement intérieur du site, ou aux consignes, par l'un de ses agents, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement constaté.

Ces dispositions ne font pas obstacles aux éventuelles poursuites judiciaires et sanctions pécuniaires qui pourraient être mise en œuvre du fait de ce manquement.

10.9 Pénalités pour manquement au port d'une tenue spécifique logotée

En cas de négligence dans le port de la tenue de travail, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50€ par manquement dans la limite d'un constat par jour. Le mainteneur devra être en capacité de pouvoir justifier de son appartenance à l'entreprise, à défaut, il se verra refuser l'accès au site.

9.10 Pénalités relatives au non-respect de la législation sociale

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, se verra appliquer des pénalités égale à 10% du montant du marché, sans toutefois excéder la somme de 45 000€, dans l'hypothèse prévue à l'article L8224-1 du code du travail, et la somme de 75 000€, dans celle à l'article L8224-2 du même code.

10.10 Indemnisation en cas de perte de badge et clefs

Le titulaire est responsable des clés / badges mis à sa disposition.

Le remplacement des clés et serrures et / ou badges de contrôle d'accès perdus ou volés ou dégradés sera à la charge du titulaire du marché et devra être effectué dans un délai de 48 heure décompté à partir de l'heure de constat de la perte ou dégradation.

En cas de perte de clés ou de badges, entraînant un risque en termes de sûreté pour le site, des prestations de gardiennage complémentaire (un ADS détaché 24h/24 pendant 48 h) seront commandées par la CCI. Le titulaire en supportera entièrement le coût.

En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre à la CCI les clés / badges de contrôle d'accès confiés initialement.

CONSTAT	INDEMNISATION
En cas de perte, bris, vols, dégradation du matériel mis à disposition du titulaire par la CCI (clés, badges d'accès, etc.)	L'indemnisation est égale aux frais de remplacement du matériel. En cas de risque en termes de sécurité du site le titulaire supportera également le cout de gardiennage

ARTICLE 11. ASSURANCE

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens de l'établissement par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire. Celui-ci doit souscrire une assurance en responsabilité civile au cas où celle-ci serait engagée du fait de son activité ou de celle de ses préposés dans l'enceinte des lieux de prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du code civil.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12. RESILIATION

Résiliation pour faute :

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux R2143-3 et R2144-7 du Code de la Commande Publique.

Tout manquement aux obligations du titulaire pourra conduire, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, à la résiliation du marché, de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sans préjudice de toute demande d'indemnisation par le Pouvoir Adjudicateur.

Si les prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, qualité des fournitures/services ...), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

En complément du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier partiellement le contrat (sur un ou plusieurs sites) lorsque le titulaire ne parvient pas à obtenir le taux de satisfaction attendu. Cette résiliation sera précédée d'une mise en demeure.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 2 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

ARTICLE 13. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifiera sans délai au Pouvoir Adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 14. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire auront recours à une conciliation préalablement à toute instance judiciaire.

La juridiction compétente pour régler tout différend ou incident relatif au présent marché est le suivant :

Tribunal administratif de Lille
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille
Téléphone: 03 59 54 23 42
Courriel: greffe.ta-lille@juradm.fr

ARTICLE 15. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 1.1 déroge aux articles 3.3, 3.4.1 du CCAG-FCS
- L'article 1.4 déroge aux articles 12.1 et 3.5.4 du CCAG-FCS
- L'article 3.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- L'article 4.1.4 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS
- L'article 4.1.7 déroge à l'article 41.2 du CCAG-FCS
- L'article 10 déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS
- L'article 12 déroge à l'article 41.2 du CCAG-FCS